

APPEL A CONTRIBUTIONS

« L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE ENTRE RESSOURCES ET POUVOIRS »

Revue internationale des études du développement

N°236 2018-4

Coordination

Pierre Janin, géographe, IRD, UMR Développement et sociétés – France
Eric-Joël Fofiri Nzossé, géographe, université de Ngaoundéré – Cameroun

Contextualisation

L'approvisionnement est une fonction centrale pour atteindre la sécurité alimentaire, mais il ne peut, pour autant, la garantir seul. Même si l'on s'efforce de l'aborder de manière globale - chaîne ou système (AFD, 2015) -, cette question a souvent été réduite à certaines étapes (Padilla et Bencharif, 2001), tout particulièrement celles de la commercialisation et de l'acquisition d'aliments pour répondre à une demande immédiate ou pour faire des réserves. Or, les pratiques et les logiques sont plurielles et la question peut être envisagée en termes d'enjeux sociétaux et politiques, du point de vue des acteurs impliqués ou en termes de jeux de pouvoir et de rapports de force (Watts, 1991), qu'il s'agisse des relations de dépendance, des alliances, des arbitrages, ou encore des dimensions identitaires de la satisfaction alimentaire.

Des questions de sécurité et de souveraineté

De l'individu jusqu'au territoire national, l'approvisionnement tend à être assuré, sans être toujours garanti, tant les aléas et les contraintes sont multiples. Entre les fluctuations des volumes, les transports et contrôles ou les attentes nouvelles, l'approvisionnement apparaît comme un système nécessitant de véritables compétences, un bon capital relationnel et une adaptabilité importante. Le fait que les réseaux ont été à peu près capables de couvrir la demande de denrées qui a résulté de la croissance rapide des villes mérite d'être souligné (Chaléard et al., 2002).

Les études réalisées, d'approches plutôt géographiques et économiques, ont ensuite intégré certains aspects nutritionnels délaissés, au regard de différents prismes disciplinaires. L'approvisionnement des ruraux a été peu étudié et si les programmes d'ajustement structurel entendaient renouveler les priorités politiques (Coussy, 1990) et promouvoir les filières locales, les États, en revanche, n'ont cessé de reconduire le « biais urbain » (*cheap food policy, local food systems*). Et ce, pariant toujours sur un effet d'entraînement de la demande des consommateurs sur les systèmes locaux de production (Temple et al. 2009). Désormais, les relations entre producteurs et consommateurs sont questionnées et peu à peu reconfigurées, via l'émergence de circuits de proximité, alternatifs, localisés (Chiffolleau, 2008 ; Van der Ploeg et al., 2012).

Un temps négligée, la question de l'approvisionnement a été remise à l'agenda des gouvernants (Nally, 2011), face à des incertitudes pesant sur l'alimentation des populations urbaines, du fait de l'absence de politiques dédiées et face aux risques humanitaires pour les populations déplacées en zone de violence endémique.

Une diversité de pratiques et de modalités

La question de l'approvisionnement peut être abordée sous l'angle de la circulation spatiale des ressources alimentaires via différents canaux - privé, associatif, familial, institutionnel, marchand. Les importations expriment toujours une certaine forme de dépendance, en revanche, les péréquations entre les zones excédentaires et celles déficitaires au sein de filières courtes (Goossens et al., 1994), ou longues et institutionnalisées (Fromageot, 2005), sont moins connues.

L'approvisionnement est également caractérisé par des échanges non marchands et non monétarisés, toujours difficiles à évaluer, via certaines pratiques de redistribution sociale – entre cellules familiales distantes ou proches (Tawodzera, 2013), ou bien via la prise en charge de dépendants alimentaires au sein des unités de résidence, comme dans le cadre de contrats informels de travail (Frayne, 2010).

C'est donc à la fois les questions du transfert, de la construction du risque et de la mutualisation des ressources qui sont en jeu, dans des contextes d'inégalités croissantes et de filets sociaux et communautaires de plus en plus sélectifs. À cet effet, l'approvisionnement peut être analysé en termes de droits et d'obligations individuels comme collectifs, mais aussi de politique alimentaire publique, territorialisée et durable, impliquant de plus en plus d'acteurs privés.

Au-delà, c'est également la nature des liens qui organisent les systèmes qu'il est souhaitable d'appréhender dans des espaces sociaux et économiques où la confiance fait parfois défaut. Entre les polarisations exercées par certains marchés urbains, les différentiels de change liés aux barrières douanières (Egg et Herrera, 1998) et les tentatives de contrôle de certains gouvernants, l'approvisionnement peut se prêter à une analyse en termes de réseaux.

Un enjeu fondamental de pouvoir

Les producteurs sont de plus en plus incités, par les institutions de développement, à s'impliquer dans les organisations censées les représenter, à grouper leurs demandes et à répondre collectivement à des appels d'offres. Des consommateurs peuvent, quant à eux, chercher à sécuriser leur approvisionnement par une production vivrière propre, tandis que d'autres jouent sur les complémentarités entre marchés. Quant aux commerçants, leur position fluctue sensiblement selon les volumes traités, la nature des contrats, les jeux de relations et les normes de fonctionnement. Les États, pour leur part, cherchent à profiter de leur retour en grâce partiel dans le champ du développement pour « reprendre la main » (Janin, 2008) via les dispositifs d'aide d'urgence (banques de céréales, coupons alimentaires).

Autour de l'approvisionnement se joue donc fondamentalement la reproduction des systèmes sociaux et des modèles agricoles, surtout dans des configurations spatiales et temporelles où la redistribution est cruciale et où les aspirations alimentaires individuelles s'expriment plus fortement.

Par conséquent, au carrefour des différentes disciplines en sciences humaines, l'approvisionnement peut être envisagé comme un champ de force marqué par des rapports sociaux de pouvoir entre des acteurs diversifiés, aux logiques et intérêts composites. Au-delà de l'expression d'une offre et d'une demande, d'une relation entre besoins et capacités, l'approvisionnement est une question de géopolitique, marquée par des arrangements, des alliances et des concurrences. Si ces rapports peuvent être modifiés dans certains contextes, notamment dans et au pourtour des villes, ils s'inscrivent néanmoins souvent dans la trajectoire historique de chaque système socio-spatial considéré).

Axes des propositions

Ce Dossier, qui privilégiera l'ouverture des échelles d'analyse (du groupe familial à l'international, en passant par les échanges à l'échelle nationale) et l'ouverture des aires géographiques et des contextes concernés, vise à mieux comprendre et à discuter :

Le « faire avec » : les régularités du quotidien alimentaire

Entre aléas économiques, éclatement des niveaux de l'offre et accroissement des inégalités, comment évoluent les pratiques ? Comment se réagencent les formes du « manger-ensemble » ? Comment les gouvernants réinvestissent-ils cette question, afin de proposer de nouvelles politiques alimentaires et comment peuvent-ils

appuyer certaines formes d'action territorialisée qui leur échappent le plus souvent ? Entre initiatives locales, aspirations individuelles et influences du global, comment se (re-)construisent les identités alimentaires ?

Les catégories politiques de l'approvisionnement

Comment les gouvernants font-ils face aux dilemmes alimentaires récurrents qui s'imposent ? Quels types de relations se nouent entre les différents acteurs stratégiques de l'approvisionnement - État, commerçants, organisations paysannes, entreprises - et comment constituent-elles un pouvoir exercé sur les populations ? La géopolitique des marchés internationaux se traduit-elle à l'échelle nationale et régionale ? ...

Le « fournir à tout prix » : les situations d'urgence sur la sellette

Les interventions de développement posent des questions politiques et éthiques fondamentales qui demandent à être bien contextualisées. Se posent les questions de la durée des tutelles et des reconfigurations, à court comme à moyen termes, qu'elles produisent. Mais également : comment s'effectuent les opérations de ciblage ? À qui est confiée l'étape finale de la distribution/attribution ? Quels effets exerce l'aide sur les systèmes locaux d'approvisionnement et de production ? Comment s'effectue la transition entre aide ponctuelle et fourniture alimentaire non humanitaire ? Comment s'opèrent la déqualification et la requalification des acteurs impliqués ?

Cadrage / Participation au Dossier du n°236 2018-4 – Approvisionnement alimentaire

Les propositions d'articles, en français, en anglais ou en espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces compris, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des références bibliographiques (hors du décompte des signes)

Ce Dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire, selon divers angles. Les auteur.e.s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé.e.s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographie, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur.e.s sont invité.e.s à explorer la notion à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Les articles (de 40.000 signes excluant le résumé et la bibliographie), en français, anglais ou espagnol, pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques. Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les consignes aux auteurs sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 5 janvier 2018** à l'adresse courriel :

- de la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- des deux co-porteurs de ce numéro :
 - Pierre Janin pierre.janin@ird.fr
 - Eric Joël Fofiri Nzossé , fofiri_eric@yahoo.fr

- **Les auteur.e.s présélectionné.e.s** par les coordinateurs et le comité de rédaction seront prévenu.e.s par l'équipe de la revue la **semaine du 15 janvier 2018**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux trois courriels précités avant le **16 février 2018**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois - chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité : **le sommaire définitif** de ce numéro thématique sera rendu le **10 juillet 2018**.

- **Parution** : la sortie en librairie de ce n°236 2018-4 est prévue pour **fin novembre 2018**.

Références bibliographiques

- AFD, 2015. *Les profondes mutations des consommations alimentaires en Afrique*, Question de développement, Synthèses des études et recherches de l'AFD, juin 2015, 4 p.
- Chaléard J.-L., Moustier P. et Leplaideur A., 2002. « L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée : entre fragilité et dynamisme », *Autrepart*, n° 23, p. 5-23.
- Coussy J., 1990. « Politiques agro-alimentaires et programmes d'ajustement structurel en Afrique subsaharienne », p. 13-37, in : Blanc-Pamard Chantal, Bonfond Philippe, Couty Philippe, Lassailly-Jacob Véronique, Marchal Jean-Yves et Piton Florence (eds.), 1990. *Dynamiques des systèmes agraires : la dimension économique*, Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et séminaires.
- Chiffolleau Y., 2008. « Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable ». In : Maréchal G. (Coord.) (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri éditions, p. 21-30.
- Egg J. et Herrera J., 1998. *Echanges transfrontaliers et intégration régionale*, *Autrepart*, n° 6, IRD, 210 p.
- Frayne B., 2010. « Pathways of food : mobility and food transfers in Southern African cities », *International Development Planning Review*, vol. 32, n° 3-4, p. 291-310.
- Fromageot A., 2005. « Dépasser l'enclavement : le maraîchage des savanes et l'approvisionnement d'Abidjan », *Espace, populations, sociétés*, p. 83-98.
- Goossens F., Minten Bart, Tollens E., 1994. *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan, 397 p.
- Janin P., 2008. « Le soleil des indépendances (alimentaires) » ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal », dans Janin P. et Giblin B., 2008. (dir.), *Les enjeux de la crise alimentaire mondiale*, Paris, La Découverte, *Hérodote*, n° 131, p. 92-117
- Nally D., 2011. « The biopolitics of food provisioning », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 36, n° 1, p. 37-53.
- Padilla M., Bencharif A. 2001. « Approvisionnement alimentaire des villes : concepts et méthodes d'analyse des filières et marchés », dans Padilla M., Ben Saïd T., Hassainya J., Le Grusse P. (dir.). *Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche*, Montpellier, CIHEAM, Options Méditerranéennes, Série B. Etudes et Recherches, n° 32, p. 262-279,
- Tawodzera G., 2013. « Rural-Urban Transfers and Household Food Security in Harare's Crisis Context », *Journal of Food & Nutritional Disorder*, vol. 2, n° 5, 10 p.
- Temple L., Ngassam S. et Nkamleu G., 2009. « Filières d'approvisionnement en ignames de Douala et changements technologiques ». *Economies et sociétés, Développement, croissance et progrès*, Presses de l'ISMEA, Paris, AG, n° 31, p. 1899-1912.
- Van der Ploeg J. D., Ye J. and Schneider S., 2012. « Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, p. 133-173.
- Watts M., 1991. « Entitlement or Empowerment? Famine and Starvation in Africa », *Review of African Political Economy*, vol. 51, p. 9-26.

CALL FOR CONTRIBUTIONS

«FOOD SUPPLY BETWEEN RESOURCES AND POWERS»

Revue internationale des études du développement

N°236 2018-4

Coordination

Pierre Janin, Geographer, IRD, UMR Développement et sociétés – France
Eric-Joël Fofiri Nzossié, Geographer, Ngaoundéré University – Cameroun

Contextualization

Supply holds a central role to achieve food security. However, it cannot alone guarantee it. Although efforts are made to address this question in a comprehensive way – chain or system (AFD, 2015) – it has often been narrowed to certain stages (Padilla and Bencharif, 2001), particularly those of marketing and provisioning in order to meet immediate demand or to make reserves. Yet, the practices and the logics are plural and the question can be considered in terms of societal and political stakes, from the point of view of the actors involved, or in terms of power games and power relations (Watts, 1991), whether in terms of dependency relations, alliances, arbitrations, or even the identity dimensions of food satisfaction.

Security and Sovereignty Issues

From the individual to the national territory, food supply tends to be ensured, without always being guaranteed, given the multiple flaws and constraints it faces. Between fluctuations in volumes, transport and controls or new expectations, supply appears to be a system that requires real skills, good relational capital, and considerable adaptability. The fact that the supply networks have been, more or less able to cover the demand for food that has resulted from the rapid growth of cities is noteworthy (Chaléard et al. 2002).

The studies carried out, based on a rather geographical and economic approach, integrated later some of the neglected nutritional aspects, using various disciplinary prisms. There has been little study of rural supplies and while structural adjustment programmes aimed at renewing political priorities (Coussy, 1990) and promote local structures and networks, the States, on the other hand, never stopped to perpetuate the “urban bias” (*cheap food policy, local food systems*); always betting on a spillover effect of consumer demand on local production systems (Temple et al. 2009). Today, the relations between producers and

consumers are questioned and gradually reconfigured, through the emergence of local, alternative, networks (Chiffolleau, 2008 ; Van der Ploeg *et al.*, 2012).

Long neglected, the issue of food supply is back on the agenda of governments when they faced uncertainties over the food supply of urban populations, due to the absence of dedicated policies and the humanitarian risks for populations displaced in areas suffering from endemic violence.

A Diversity of Practices and Modalities

The food supply issue can be considered from the angle of the spatial circulation of food resources through different channels – private, associative, domestic, institutional, commercial. If imports always express some form of democracy, equalisations between surplus and deficit areas within short chains (Goossens *et al.*, 1994), or long and institutionalised ones (Fromageot, 2005), are more obscure.

Supply is also characterised by non-market, non-monetary exchanges, which are always difficult to evaluate, through some social redistribution mechanisms – between close or distant family units (Tawodzera, 2013), or through the care of needy community members, as in the frame of informal employment contracts (Frayne, 2010).

Three elements are thus at stake: transferring, constructing risk, and pooling resources, in a context of growing inequalities and increasingly selective social and community safety nets. In this regard, food supply can be analyzed in terms of individual and collective rights and obligations, but also in terms of territorialised, sustainable, public food policy involving more and more private actors.

To go further, it is also the nature of the links underlying and organising the systems that needs to be apprehended in social and economic spaces where trust is sometimes lacking. Between the polarizations of some urban markets, the exchange rate differentials - linked to customs barriers - (Egg et Herrera, 1998) and the attempts of some governments to control the system, supply can therefore lend itself to analysis in terms of networks.

A Fundamental Issue at the Heart of Power Games

Producers are increasingly being encouraged, by development institutions, to get involved in organisations supposedly representing them, group their requests, and answer collectively to calls for tenders. Consumers may seek to secure their supply through their own food production, whereas others play with complementarities between markets. As for merchants, their positioning varies significantly depending on the volumes handled, the nature of contracts, relationships and the operational standards. States, for their part, seek to take advantage of their restored influence in the field of development to “regain control” (Janin, 2016) via emergency aid mechanisms (cereal banks, food stamps).

Around the supply issue, the questions of the reproduction of social systems and agricultural models are therefore fundamentally at stake, especially in spatial and temporal configurations where redistribution is crucial and individual food aspirations are expressed more loudly.

As a result, at the crossroads of different disciplines in social sciences, supply can be seen as a force field, affected by social power relations between various actors, with mixed logics and interests. Beyond the expression of supply and demand, a relationship between needs and capacities, supply is a geopolitical issue, marked by arrangements, alliances and competition. If these relationships can be modified in some contexts, particularly in and around cities, they are nevertheless often part of the historical trajectory of each socio-spatial system considered.

Axes of Proposals

This Dossier, which will focus on opening up the scales of analysis (from the family group to the international one, through exchanges at the national level) and of the geographical areas and contexts concerned, aims at a better understanding and discussion of:

« Make do with what there is »: the regularity of daily food habits

Between economic hazards, the breakdown of supply levels and growing inequalities, how are practices evolving? How are actors redesigning different forms of “eating-together”? How do governments reinvest this issue in order to come up with new food policies, and how can they support some forms of territorialized action that are most often beyond their control? Between local initiatives, individual aspirations and influences of global influences, how are food identities being (re-)built?

Political categories of procurement

How do government leaders cope with the recurrent dilemmas of food security? What types of relationships are developed between the different key stakeholders in the supply chain – states, merchants, farmers’ organisations, companies – and how do they constitute a power, gaining control over the people? Does the geopolitics of international markets have an influence nationally and regionally?

« Provide at all costs »: emergency situations in the hot seat

Development interventions raise fundamental political and ethical questions that require contextualization. Questions are raised about the length of supervisions and reconfigurations, in the short and medium-term, that they induce. But also: how are targeting operations carried out? Who is responsible for the final stage of distribution/allocation? What effects does the aid have on local supply and production systems? How is the transition from one-off assistance to non-humanitarian food provision? How are the actors involved de-skilled and requalified?

Framing / Participation in the Issue n°236 2018-4 – Food Supply

Proposals for articles, in French, English or Spanish, present the draft article in approximately 4.000 signs including spaces, thus one page or around 500 words.

The proposal includes:

- The title: maximum 70 characters (with the possibility to add a subtitle);
- A summary of the article detailing the research question, the theoretical framework, the field of study, the main results;
- Bibliographical references (not compulsory and not included in the sign count).

This special issue wishes to favour an interdisciplinary approach from various angles. The authors of all social and human sciences are called upon to participate, including but not limited to: sociology, demographics, history, geography, political science, economics, anthropology...

The authors are invited to explore the notion from a reading of international, national and trajectories. The setting in context of empirical studies, original corpus, the meeting between a solid theoretical approach and a field, are expected.

Articles (40.000 signs excluding abstract and references), in French, English or Spanish, can directly address some of the issues or themes mentioned above, or through specific case studies.

The submitted articles must be original documents. They may however have been the subject of papers presented at a conference (with proceedings), provided that they are adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see instructions for authors on the research blog of the IEDES publications: iedespubli.hypotheses.org)

Calendar

- **Proposals** shall be submitted before **Friday, January 5th 2018**, to:
 - The Revue’s editorial team: revdev@univ-paris1.fr
 - The co-directors of this issue:
 - Pierre Janin : pierre.janin@ird.fr
 - Eric Joël Fofiri Nzossié: fofiri_eric@yahoo.fr

- **The authors pre-selected** by the coordinators and the editorial board will be notified by the Revue the week of **January 15th, 2018**.
- **The first versions of the articles**, in accordance with the instructions given to the authors of the Revue, will be sent by the authors to the three e-mail addresses mentioned above, by **Friday, February 16th, 2018**.
- The evaluation process will last a few months - each article - anonymous - will be submitted to a double blind reading by external peer reviews by field experts: **the final summary** of this thematic issue will be published on **Tuesday, July 10th 2018**.
- Publication: the release of this issue n°236, 2018-4, is scheduled for **the end of November 2018**.

Bibliographic References

- AFD, 2015. *Les profondes mutations des consommations alimentaires en Afrique*, Question de développement, Synthèses des études et recherches de l'AFD, juin 2015, 4 p.
- Chaléard J.-L., Moustier P. et Leplaideur A., 2002. « L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée : entre fragilité et dynamisme », *Autrepart*, n° 23, p. 5-23.
- Coussy J., 1990. « Politiques agro-alimentaires et programmes d'ajustement structurel en Afrique subsaharienne », p. 13-37, in : Blanc-Pamard Chantal, Bonfond Philippe, Couty Philippe, Lassailly-Jacob Véronique, Marchal Jean-Yves et Piton Florence (eds.), 1990. *Dynamiques des systèmes agraires : la dimension économique*, Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et séminaires.
- Chiffolleau Y., 2008. « Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable ». In : Maréchal G. (Coord.) (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri éditions, p. 21-30.
- Egg J. et Herrera J., 1998. *Echanges transfrontaliers et intégration régionale*, *Autrepart*, n° 6, IRD, 210 p.
- Frayne B., 2010. « Pathways of food : mobility and food transfers in Southern African cities », *International Development Planning Review*, vol. 32, n° 3-4, p. 291-310.
- Fromageot A., 2005. « Dépenser l'enclavement : le maraîchage des savanes et l'approvisionnement d'Abidjan », *Espace, populations, sociétés*, p. 83-98.
- Goossens F., Minten Bart, Tollens E., 1994. *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan, 397 p.
- Janin P., 2008. « Le soleil des indépendances (alimentaires) » ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal », dans Janin P. et Giblin B., 2008. (dir.), *Les enjeux de la crise alimentaire mondiale*, Paris, La Découverte, Hérodote, n° 131, p. 92-117
- Nally D., 2011. « The biopolitics of food provisioning », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 36, n° 1, p. 37-53.
- Padilla M., Bencharif A. 2001. « Approvisionnement alimentaire des villes : concepts et méthodes d'analyse des filières et marchés », dans Padilla M., Ben Saïd T., Hassainya J., Le Grusse P. (dir.). *Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche*, Montpellier, CIHEAM, Options Méditerranéennes, Série B. Etudes et Recherches, n° 32, p. 262-279,
- Tawodzera G., 2013. « Rural-Urban Transfers and Household Food Security in Harare's Crisis Context », *Journal of Food & Nutritional Disorder*, vol. 2, n° 5, 10 p.
- Temple L., Ngassam S. et Nkamleu G., 2009. « Filières d'approvisionnement en ignames de Douala et changements technologiques ». *Economies et sociétés, Développement, croissance et progrès*, Presses de l'ISMEA, Paris, AG, n° 31, p. 1899-1912.
- Van der Ploeg J. D., Ye J. and Schneider S., 2012. « Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, p. 133-173.
- Watts M., 1991. « Entitlement or Empowerment? Famine and Starvation in Africa », *Review of African Political Economy*, vol. 51, p. 9-26.